

REGION BRETAGNE

19_0503_07

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL

Réunion du 23 septembre 2019

DELIBERATION

**Programme n° 503 :
Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire
de l'usage des ressources**

La Commission permanente du Conseil régional, convoquée par son Président le 13 septembre 2019 s'est réunie le 23 septembre 2019 sous la Présidence de celui-ci à Saint Brieuc ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment sa quatrième partie, relative à la Région ;

Vu la délibération n° 16_ DAJCP_SA_03 du Conseil régional en date du 8 janvier 2016 approuvant les délégations accordées à la Commission permanente ;

Vu la délibération n° 16_0612_02 du Conseil régional en date du 26 février 2016 approuvant les termes des conventions types de fonctionnement et d'investissement ;

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice en cours ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

En section de fonctionnement :

- **d'Emettre un avis favorable** sur le Schéma régional des Carrières et le résumé non technique annexée à la présente délibération.

Schéma régional des carrières de Bretagne : avis du Conseil régional

Le schéma régional des carrières (SRC) de Bretagne est actuellement en consultation.

L'examen des différents documents constituant le dossier appelle de la part du Conseil régional les observations suivantes :

Sur la forme :

Le schéma régional des carrières est élaboré sous l'autorité du préfet de région. Il s'inscrit dans la stratégie nationale pour la gestion durable des granulats terrestres et marins, et des matériaux et substances de carrières. Il analyse les besoins en matériaux de la Région et en organise la gestion.

Le Plan de Prévention et de gestion des Déchets, désormais compétence de la Région, est un outil de planification globale de prévention et de gestion des déchets, qu'ils soient ménagers ou issus des activités économiques. Il a pour rôle de mettre en place les conditions d'atteinte des objectifs nationaux de réduction des déchets, d'amélioration des taux de tri et de valorisation des déchets. Le PRPGD a vocation à être intégré au Schéma Régional d'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

Ces deux outils régionaux de planification, l'un relatif à l'approvisionnement en ressources, et l'autre à la prévention et à la gestion des déchets, sont marqués par des liens d'interdépendance. Leurs prescriptions et objectifs respectifs doivent s'articuler en toute cohérence : ainsi, le SRC doit prendre en compte les éléments du SRADDET, qui est lui-même en cours d'élaboration. Le contenu du PRPGD est connu puisqu'il a reçu l'avis favorable de la commission consultative d'élaboration et de suivi au cours de sa réunion du 30 avril dernier, et qu'il est actuellement en phase de consultation. Le contenu du SRADDET est encore en cours de finalisation, mais 38 objectifs ont déjà été adoptés en session du conseil régional de décembre 2018. Il a par ailleurs vocation à intégrer pleinement le PRPGD.

Cette imbrication profonde des différents schémas précités pourrait sans doute justifier une réflexion ultérieure pour des évolutions législatives – que ce soit au titre de la différenciation territoriale ou pour l'ensemble du territoire national – allant dans le sens d'un pilotage unique pour ces démarches. Pour autant, le Conseil régional est membre du comité de pilotage de cette démarche et, en conséquence, l'analyse du SRC tel que proposé par l'Etat ne fait pas ressortir d'incohérence, ni avec les objectifs du PRPGD ni avec ceux du SRADDET.

Le SRC doit également être compatible ou rendu compatible avec les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) : de ce point de vue, le SRC reprend bien les dispositions du SDAGE en identifiant celles qui impactent les carrières et il impose par ailleurs le respect de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

S'agissant de la prise en compte des dispositions du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), le SRC met bien en évidence à la fois les impacts négatifs et positifs sur la biodiversité de l'extraction de matériaux issus des carrières, ainsi que des sables et granulats extraits en mer. Il conviendra toutefois d'être particulièrement vigilant sur la mise en œuvre et le respect des mesures d'accompagnement qui permettent une prise en compte optimale des recommandations et objectifs du SRCE.

Sur le processus d'élaboration du schéma, il convient de souligner que la démarche a fait l'objet d'un consensus entre les milieux socio-économiques, en particulier l'UNICEM qui regroupe les exploitants de carrières, des associations environnementales telles qu'Eaux et Rivières de Bretagne, et les collectivités territoriales, démontrant l'approche méthodique et le sérieux de la concertation.

Quelques points particuliers méritent d'être soulignés sur le fond :

- Le territoire breton offre une grande abondance de ressources en roches massives dont le concassage permet d'obtenir des granulats. Cependant, les réserves de carrières sont évaluées à une douzaine d'années. En revanche, la production est déficitaire en roches meubles et la Bretagne doit les importer, notamment auprès des Pays de la Loire.

Or la demande en granulats est très importante en Bretagne et supérieure à la moyenne nationale.

- Le développement de l'utilisation de granulats recyclés prend ici tout son sens, d'autant que sont inscrits au PRPGD des objectifs de valorisation matière des déchets, du BTP notamment.
 - La part de granulats issus du recyclage est pourtant encore faible en Bretagne, et inférieure à la moyenne nationale : il paraît incontournable que cette part de granulats issus du recyclage croisse, sans que cela ne remette en cause les éléments du SRC qui rappelle d'ailleurs les obligations européennes, légales et réglementaires qui s'imposent en la matière (objectif de 70% de recyclage des déchets du BTP, à transformer en objectif d'incorporation dans toute construction neuve ou rénovation, notamment via les marchés publics ou privés).

Il est à noter que le SRC a pris en compte même des hypothèses très optimistes de recyclage des matériaux du BTP (100%) et qu'elles ne conduisent pas à un arrêt d'exploitation des carrières en Bretagne, mais bien à leur prolongation – même si la production va globalement en décroissant, pour répondre à la forte demande et avec comme objectif de relocaliser une partie des approvisionnements (notamment pour éviter le report des nuisances sur des régions voisines ou lointaines, mais aussi pour favoriser l'industrie locale).

- Il est nécessaire par ailleurs de développer le recours aux matériaux bio-sourcés pour contribuer à la réduction de la consommation de granulats. La sous-mesure 27-3 du SRC mentionne cet objectif mais promeut uniquement de la recherche et des partages de bonnes pratiques – déjà effectué dans le cadre du réseau breton bâtiment durable (RBBD). Pour le conseil régional, il est nécessaire d'aller plus loin en :
 - Appliquant ces principes aux bâtiments sous maîtrise d'ouvrage publique
 - Favorisant la structuration des filières (association dédiée, aide à la certification des matériaux)
 - Encourageant la massification du recours aux éco-matériaux sur les territoiresDe même, d'autres ressources, tels que les déblais de dragage, pourraient se substituer partiellement aux ressources minérales non renouvelables, et être une réponse au déficit de roches meubles. Des premières expériences de valorisation voient le jour et semblent prometteuses.

- Après remise en état des carrières, le SRC prévoit que ce foncier puisse être utilisé pour la production d'énergies renouvelables (page 216). Ce foncier apparaît en effet nécessaire pour l'atteinte des objectifs d'autonomisation énergétique de la Bretagne, en particulier pour le développement du photovoltaïque, en complément du développement sur les toits et sur les friches. Il convient donc d'évaluer le potentiel foncier correspondant, dans le respect des autres prescriptions et objectifs sur l'eau et la biodiversité en particulier.
- Les carrières, outre la production de granulats, offrent aussi des capacités de stockage pour les déchets inertes. Dans le cadre du PRPGD, le remblaiement de carrières dans le cadre de leur remise en état est assimilé à de la valorisation des déchets.
 - Cependant, conformément à la hiérarchie des modes de traitement, la solution du recyclage de ces déchets devra être étudiée avant leur mise en stockage dans les carrières.
 - Il serait utile de connaître et d'inscrire au SRC les capacités de remblaiement des carrières bretonnes en déchets inertes afin de vérifier leur adéquation avec le gisement prévisionnel de ces déchets à enfouir.
- Outre la gestion durable de la ressource, un autre enjeu du SRC est de préserver le patrimoine naturel (respect des continuités écologiques, maintien de la qualité des eaux de surface et souterraines notamment). La protection de l'environnement doit être un critère de décision dans le choix du scénario « Production de granulats de roches massives » à l'instar de l'approvisionnement durable des territoires en matériaux.

- Au regard de la biodiversité, la carte de sensibilité des sites à la biodiversité ne doit pas faire l'objet d'une lecture stricte : l'impact potentiel des industries doit aussi être vérifiée et évitée ou minimisée même dans les zones blanches de cette carte ; la question des espèces invasives doit être évoquée de façon plus approfondie.
- S'agissant de l'extraction de maërl, celle-ci est certes limitée mais non intégralement interdite en Bretagne, ce qui peut sembler étonnant pour un tel habitat d'intérêt communautaire en situation de forte vulnérabilité

Avis du Conseil régional :

Compte tenu du sérieux, du caractère participatif et consensuel et de la compatibilité du SRC avec les objectifs du SRADDET et le plan d'action du PRPGD, le Conseil régional émet un avis favorable sur le Schéma Régional des Carrières de Bretagne et participera aux instances de gouvernance favorisant sa mise en œuvre.

RAPPORTS

DREAL BRETAGNE

SERVICE PATRIMOINE
NATUREL

Division Biodiversité
Géologie Paysage

MARS 2019

Envoyé en préfecture le 24/09/2019

Reçu en préfecture le 24/09/2019

Affiché le

ID : 035-233500016-20190923-19_0503_07-DE

SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES DE BRETAGNE

RESUME NON TECHNIQUE DOCUMENT DE TRAVAIL

*Version soumise à la consultation telle que prévue à
l'article L515-3 du code de l'environnement*

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Bretagne



www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Envoyé en préfecture le 24/09/2019

Reçu en préfecture le 24/09/2019

Affiché le

ID : 035-233500016-20190923-19_0503_07-DE

Version	Date	Commentaire
0	16/11/15	Document de travail
1	01/05/16	Intégration avis SPN et évaluation environnementale
2	janvier 2017	Intégration avis des membres du COPIL
3	mai 2018	Mise à jour
4	juillet 2018	Intégration des avis des membres du COPIL
5	décembre 2018	Intégration des avis des EPCI + autres avis
6	mars 2019	Intégration des remarques du COPIL

Affaire suivie par

Stéphanie Jouvin et Luc Morvan - Service Patrimoine Naturel

Tél. : 02 99 33 44 34

Courriel : spn.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rédacteur

Stéphanie JOUVIN et Luc MORVAN

Relecteurs

Coralie MOULIN et Cyrille LEFEUVRE

Référence(s) intranet

<http://>